

# L'OCDE presse les Etats de coopérer contre la fraude fiscale internationale

L'organisation plaide pour l'échange automatique de données dès 2017

**A** deux mois du sommet international du G20 des 15 et 16 novembre à Brisbane en Australie, la pression s'accroît sur les Etats et les centres financiers offshore, pour qu'ils durcissent la lutte contre la fraude fiscale, et l'accélèrent. Le sujet monte en puissance alors que la croissance économique mondiale s'essouffle et que les déficits budgétaires se creusent.

Selon nos informations, la présidence australienne du G20 vient ainsi de demander à chacune des vingt grandes puissances économiques de lui communiquer son plan de passage national au fameux standard d'échange automatique de données fiscales sur les contribuables du monde entier. L'objectif est d'obtenir le maximum de ralliements pour un basculement dès 2017, vraisemblablement à la fin de l'année.

Cette nouvelle norme d'échange de renseignements d'un pays à l'autre, qui a été élaborée par les experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à la demande du G20, permettra de savoir qui (individus, entreprises) possède quoi (comptes bancaires, soldes, intérêts, dividendes, parts de sociétés, etc.) et où (y compris dans les paradis fiscaux, sommés de dresser des registres en bonne et due forme).

Elle est vue comme l'outil le plus efficace pour traquer la fraude fiscale. Une fraude qui s'accommodait aujourd'hui trop bien du mode d'échange de données actuel dit « à la demande », actionné en cas d'enquêtes du fisc ou de

la justice d'un pays lésé et dépendant du bon vouloir du pays interrogé, donc très aléatoire.

De son côté, Kosie Louw, le président sud-africain du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, une émanation de l'OCDE, a écrit aux 122 pays membres, paradis fiscaux compris, au début du mois d'août pour leur demander un engagement ferme et officiel à mettre en œuvre la nouvelle norme d'échange automatique. Il leur demande de formuler cet engagement d'ici le 19 septembre, afin qu'un bilan puisse être dressé lors de la prochaine réunion du Forum mondial prévue fin octobre puis, plus tard, au G20 de novembre à Brisbane.

## « Discipline fiscale »

Les pays développés sont invités à passer à l'échange automatique dès 2017, dans le sillage des grandes puissances du G20. Les pays en développement, qui manquent de technologies, d'experts et évidemment de ressources, et où la norme est donc plus compliquée à mettre en place, sont pour leur part invités à « participer » activement au mouvement de transparence fiscale.

Ces Etats moins avancés pourront formuler des demandes d'assistance, afin qu'une feuille de route collective soit établie pour organiser leur propre basculement et des projets pilotes lancés.

Ainsi, le Forum mondial entend profiter de l'élan politique, pour faire bouger les lignes et faire entrer dans la coopération fiscale

les pays et les territoires les plus réticents et opaques : ces coffres-forts de la planète où vient se cacher l'argent soustrait au fisc ou issu d'activités criminelles, qui ont fait une industrie de l'enregistrement de sociétés écrans...

Dans ses lettres datées du 1<sup>er</sup> et du 4 août, le président du Forum mondial insiste sur la confidentialité des données fiscales qui seront échangées d'un pays à l'autre, tous les ans. Il souligne l'importance de parvenir à une « discipline fiscale » mondiale dans les délais prévus par les grands dirigeants du G20. Tout retard par rapport à l'objectif de 2017, estime M. Louw, irait à l'encontre de l'instauration de règles du jeu identiques pour tous et donnerait aux fraudeurs « le sentiment qu'ils peuvent continuer d'agir en toute impunité ».

L'impulsion politique donnée par le G20, forte depuis la crise financière de 2008 qui a laissé les finances publiques exsangues, sera-t-elle suivie d'effet ? Surtout, les engagements qu'obtiendra le Forum mondial seront-ils transformés en actes ? A ce jour, une dynamique s'est bel et bien enclenchée. Plus de soixante juridictions ont ainsi déjà assuré qu'elles appliqueraient rapidement la norme, dont 45, pionnières, dès la fin 2017. Parmi ces pionnières figurent sans surprise la France, l'Allemagne, l'Italie, le Danemark, mais aussi... les Iles vierges britanniques et les Caïmans, des territoires régulièrement stigmatisés qui tentent aujourd'hui de reconstruire leur réputation sulfureuse. ■

ANNE MICHEL